Industrie Canada Industry Canada

Canada

Notes d'allocution

L'honorable Tony Clement, C.P., député
Ministre de l'industrie

Allocution prononcée devant la Chambre de commerce de London

London (Ontario)
Le 30 janvier 2009

La version prononcée fait foi.

Je vous remercie, Ed, de cette aimable présentation. Bonjour à tous. Je vous remercie de vous être joints à moi aujourd'hui.

Le fait d'être présenté par mon collègue, Ed Holder, me fait chaud au cœur. Ed est profondément enraciné dans cette collectivité, et ses contributions ne se comptent plus. La circonscription de London-Ouest a bien de la chance d'avoir un représentant aussi dévoué, et notre caucus profite déjà de ses conseils et de ses recommandations. Encore une fois, Ed, je vous remercie.

J'aimerais aussi remercier la Chambre de commerce de London de l'accueil qu'elle nous réserve ce matin. La Chambre de commerce de London, dont les origines remontent à 1857, a joué un rôle clé dans l'histoire de cette ville. Vous ne cessez de vous préoccuper du sort des entreprises et contribuez grandement à l'établissement de liens, à la sensibilisation de vos membres et à l'enrichissement de la vie urbaine.

Quel plaisir aussi de partager la table d'honneur avec Anders McKenzie, de la maison Deloitte, Peter White, de la London Economic Development Commission, et bien sûr Kevin Switzer, votre audacieux leader. Je vous remercie tous de votre participation ce matin et de ce que vous apportez à votre ville et à notre province.

Il fait bon d'être à London, cette ville que le magazine *Foreign Direct Investment* a désignée en 2007-2008 comme étant l'une des « dix principales villes de l'avenir ». L'endroit est idéal pour vous exposer aujourd'hui le plan d'action que notre gouvernement entend mettre en œuvre pour construire le Canada de demain et, ainsi, garantir notre croissance et notre prospérité économiques à long terme.

Nul besoin de vous dire que nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant historique. Depuis l'automne dernier, la situation économique mondiale s'est détériorée plus vite que prévu. L'économie mondiale s'est même affaiblie depuis que les Canadiens sont allés aux urnes en octobre dernier, et ce déclin s'est accentué encore plus depuis le début de la session parlementaire, le mois dernier.

Pendant que la crise prenait forme, il est devenu évident que les entreprises auraient besoin de soutien pour survivre à la tourmente. Notre gouvernement a pris des mesures immédiates pour que les entreprises canadiennes puissent obtenir le financement nécessaire pour réinvestir, croître

et, surtout, maintenir les emplois.

Mais parlons d'abord des aspects positifs. Le Canada continue de se tirer d'affaire mieux que de nombreux autres pays. Notre gouvernement a réduit les impôts et la dette nationale et investi dans les routes, les ponts et d'autres projets de construction essentiels. Le Canada possède aussi de solides institutions financières. Dans les quatre derniers budgets, le gouvernement a aussi mis en place les conditions voulues pour créer un climat favorable à la réussite des entreprises canadiennes.

Il est clair que nous ne pouvons échapper aux répercussions de la crise mondiale du crédit et que nous devons prendre d'autres mesures. La population canadienne ressent les effets de la récession mondiale et s'inquiète. Chacun craint pour son emploi et ses économies, pour sa famille, son entreprise et sa collectivité.

Le Canada est partie prenante de l'économie mondiale et n'est donc pas à l'abri du ralentissement mondial actuel, mais nous pouvons prendre les mesures nécessaires pour soutenir notre économie pendant ces temps difficiles. C'est dans cette optique que, plus tôt cette semaine, le gouvernement du Canada a présenté son plan d'action économique qui prévoit, en gros, un investissement de 30 milliards de dollars pour relancer notre économie.

Ce matin, j'aimerais vous exposer ce que le Plan d'action économique signifie pour nos familles et nos entreprises, pour la population de London et pour l'ensemble des Ontariens.

Nous avons d'abord tenu de vastes consultations. En fait, il n'y a jamais eu au Canada de consultations prébudgétaires aussi complètes et inclusives. Des centaines d'organismes et des milliers de personnes ont eu l'occasion de faire entendre leurs voix.

Nous avons écouté leurs préoccupations et pris leurs idées en considération. Les Canadiens nous ont dit qu'il fallait agir maintenant pour continuer à redresser l'économie et protéger la population en cette période difficile. Nous sommes d'accord avec eux.

Notre plan d'action comporte de nombreux éléments, regroupés sous cinq grands thèmes :

- Tout d'abord, aider les familles et encourager les consommateurs à dépenser.
- Deuxièmement, aider les personnes les plus durement touchées par la récession mondiale.
- Troisièmement, protéger les emplois et soutenir les entreprises.
- En quatrième lieu, faire en sorte que les entreprises aient accès au financement et que notre système financier demeure stable.
- Enfin, prendre des mesures immédiates pour réaliser des projets touchant notamment les systèmes de transport en commun, les routes, les ponts, les voies navigables et les passages frontaliers, ce qui permettra de répondre à nos besoins à court terme tout en favorisant la prospérité à long terme du Canada.

Permettez-moi de dire quelques mots sur chacun de ces thèmes.

Comme vous le savez, les budgets sont présentés dans la langue des économistes et sont farcis de pourcentages, de programmes, de statistiques et de ratios. Mais l'économie est vécue par les Canadiens, dans leur vie de tous les jours. L'économie n'est pas quelque chose qui se produit dans un monde abstrait quelconque. Elle se produit dans la maison des gens, là où des décisions difficiles sont prises, dans leur travail quotidien et alors qu'ils réaménagent leur budget, font leur épicerie et essaient de s'en sortir.

Voilà pourquoi l'aide accordée aux familles est le tout premier point de notre plan d'action.

Le Plan d'action comporte d'abord un allégement fiscal destiné surtout aux Canadiens dont le

revenu est faible ou moyen. Nous avons augmenté l'exemption personnelle de base afin qu'une plus grande partie de vos revenus soit à l'abri de l'impôt fédéral. Nous avons également accru les limites supérieures des deux tranches d'imposition les plus basses, pour qu'une plus forte proportion du revenu soit imposée à un taux moindre.

Nous avons également augmenté le revenu que les familles peuvent gagner tout en ayant droit au Supplément de la prestation nationale pour enfants et à la Prestation fiscale pour enfants.

Nous savons que, lorsque les temps sont difficiles, chaque dollar compte. Pour plusieurs entreprises, toute augmentation des charges sociales pourrait mettre en péril leur capacité de conserver le personnel qu'ils ont à l'heure actuelle. C'est pourquoi nous gèlerons les cotisations d'assurance-emploi pour les deux prochaines années. Cette mesure protégera les emplois et procurera plus de certitude aux entreprises, ce qui contribuera à redonner un élan à notre économie.

La construction et les rénovations domiciliaires sont des composantes essentielles de l'économie et de notre plan d'action. Afin de stimuler la demande de logements, nous avons accru le montant que les acheteurs de maison peuvent retirer de leurs REER pour acquérir leur première maison, et nous leur offrons un nouveau crédit qui leur fera épargner la somme maximale de 750 $ en frais de clôture. En outre, pour chaque propriétaire de maison, nous avons créé un crédit fiscal temporaire pour la rénovation domiciliaire, qui peut faire épargner à chaque famille jusqu'à 1 350 $ en impôt.

Les personnes âgées font face à des défis particuliers en cette période difficile. Nous devons respecter et soutenir cette génération admirable, et c'est pourquoi le gouvernement allégera davantage leurs impôts en réduisant le montant qu'elles doivent retirer de leur FERR chaque année.

Toutes ces mesures fiscales n'ont qu'un seul but : laisser aux Canadiens plus d'argent dans leur portefeuille pour qu'ils puissent dépenser et stimuler ainsi l'économie.

En deuxième lieu, le gouvernement prend des mesures pour aider les personnes qui sont les plus touchées par cette récession. En cette période économique instable, certains Canadiens perdront leur emploi et se tourneront vers l'assurance-emploi pour arriver à boucler leur budget. Le gouvernement ajoute cinq semaines à la période au cours de laquelle les prestations d'assurance-emploi peuvent être perçues, ce qui donnera aux sans-emploi plus de temps pour recevoir la formation supplémentaire dont ils ont besoin pour se trouver un emploi permanent qui leur convient.

Nous investissons davantage dans le perfectionnement des compétences en créant de nouvelles possibilités de perfectionnement et des programmes particuliers destinés aux apprentis et à la main-d'œuvre plus âgée.

Nous ne cherchons pas uniquement à aider les travailleurs canadiens à traverser cette période difficile, mais aussi à préparer notre main-d'œuvre pour qu'elle possède les compétences nécessaires pour profiter des débouchés qui se présenteront quand l'économie se redressera.

Troisièmement, nous savons que les travailleurs ne sont pas les seuls à souffrir; c'est aussi le cas de leurs employeurs. Afin d'aider ces derniers, nous avons proposé toute une gamme d'initiatives, y compris des mesures précises pour les secteurs faisant face à des difficultés particulières, qu'il s'agisse des secteurs forestier et agricole, des mines ou des industries culturelles.

Ces investissements s'ajoutent au soutien que nous avons annoncé en décembre pour le secteur de l'automobile, durement touché. Vous vous rappellerez que nous avons convenu, de concert avec le gouvernement de l'Ontario, de consentir des prêts maximums à court terme de 4 milliards de dollars à GM et à Chrysler.

Afin de permettre aux fabricants d'automobiles de poursuivre leurs efforts en vue de se restructurer et de réorganiser leurs activités pour demeurer concurrentiels dans l'économie mondiale, nous prolongerons de deux ans la déduction pour amortissement accéléré à l'égard des investissements des entreprises dans la machinerie et l'équipement. En outre, nous autoriserons au cours des deux prochaines années une déduction pour amortissement de 100 p. 100 en ce qui concerne le matériel informatique.

Nous savons que pour que les entreprises continuent de croître et de créer des emplois, elles doivent faire des profits qu'elles réinvestiront. Notre plan d'action s'inscrit dans la continuité des budgets précédents qui comprenaient des allégements fiscaux pour les entreprises et fait passer à un demi-million de dollars le chiffre d'affaires donnant droit au taux d'imposition des petites entreprises.

Cette année, et au cours des années à venir, les entreprises bénéficieront aussi des réductions du taux d'imposition des sociétés déjà annoncées. Le taux est tombé à 19 p. 100 cette année et chutera à 15 p. 100 d'ici 2012. D'ici l'an prochain, le Canada affichera le plus faible taux d'imposition global appliqué aux nouveaux investissements des entreprises dans le G7.

Ensemble, ces mesures aideront les entreprises à réinvestir dans leurs opérations, à améliorer leur productivité et à accroître leurs revenus.

Comme cette chambre de commerce le comprend si bien, l'Ontario a particulièrement souffert de la crise mondiale. Je sais que vous avez été touchés, ici à London, et qu'il en est certainement de même dans de nombreuses parties de la province. À titre de ministre pour l'Ontario, je suis particulièrement fier que notre plan d'action économique offre des possibilités sans précédent à notre province.

Les petites entreprises locales trouvent un soutien important auprès du Small Business Centre ici, à London. Notre plan d'action économique fournit 10 millions de dollars à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, un organisme sans but lucratif affilié au Small Business Centre de London. Nous encourageons l'esprit d'entreprise chez nos jeunes et nous continuons d'appuyer les principaux moteurs de notre économie, à savoir les petites et moyennes entreprises.

Le gouvernement a affecté plus de 1 milliard de dollars sur cinq ans au développement régional du Sud de l'Ontario. Cet investissement aidera les travailleurs, les collectivités et les entreprises de la province, et celle-ci bénéficiera pour la première fois d'un soutien au développement économique régional à l'échelle de son territoire.

Parmi les autres initiatives dignes de mention annoncées pour l'Ontario, citons l'affectation de 50 millions de dollars à l'Institut d'informatique quantique de Waterloo et de 407 millions à VIA Rail pour améliorer son service dans le corridor Windsor-Québec.

Chose certaine, il a été réconfortant d'entendre Dan Mathieson, maire de Stratford et président de la Southwest Economic Alliance, combler de louanges notre plan d'action et dire notamment que ce sont là de bonnes nouvelles pour le Sud-Ouest de l'Ontario.

En quatrième lieu, nous nous sommes souciés de faire en sorte que les familles et les entreprises aient accès au financement. Peu importe qu'il s'agisse de louer une nouvelle voiture ou d'emprunter pour acheter une première maison, les Canadiens doivent absolument avoir accès aux fonds nécessaires si nous voulons que l'économie croisse.

À titre de chefs d'entreprise, vous comprenez l'importance d'avoir des liquidités et d'améliorer l'accès au crédit à un moment où le niveau de confiance est faible et où les banques sont moins disposées à prêter des fonds. Notre plan d'action s'attaque à cette situation directement en offrant 200 milliards de dollars dans le cadre de nouveaux régimes de financement, notamment en bonifiant l'assurance-hypothèque et en créant une nouvelle forme de crédit pour aider à acheter

des véhicules et de l'équipement.

Pour aider les petites et moyennes entreprises, nous accroissons la capacité de prêt d'Exportation et développement Canada et de la Banque de développement du Canada. En outre, nous étendons la portée du Programme de financement des petites entreprises du Canada afin de fournir un soutien encore plus grand.

Ces mesures aideront à rétablir la confiance, encourageront les établissements financiers à prêter et aideront les entreprises à continuer d'investir, de croître et de créer des emplois.

En cinquième lieu, afin de faire démarrer l'économie et de créer des emplois rapidement, nous lançons un des plus vastes et des plus ambitieux programmes d'infrastructure jamais vus dans l'histoire du Canada. Au cours des deux prochaines années, de nouveaux fonds de 4 milliards de dollars seront disponibles pour la réalisation de projets locaux et régionaux.

Qu'ils servent à la réalisation de routes, de ponts, de voies navigables ou de projets énergétiques, ces investissements créeront non seulement des emplois aujourd'hui, mais jetteront également les bases d'une économie plus verte, plus productive et plus novatrice à l'avenir.

Comme l'Université du Western Ontario et le Collège Fanshawe se trouvent à London, celle-ci pourra profiter des 2 milliards de dollars que le gouvernement met à la disposition de nos collèges et de nos universités qui ont besoin d'effectuer des réparations indispensables. La priorité sera accordée aux projets qui font progresser la recherche, le développement et l'acquisition de compétences, autant d'atouts essentiels et nécessaires pour préparer notre économie et notre main-d'œuvre pour l'avenir.

En ma qualité de ministre de l'Industrie, je suis particulièrement conscient de l'importance des sciences et de la technologie dans l'économie d'aujourd'hui; j'espère donc que vous m'accorderez un moment pour vous expliquer comment le Plan d'action économique appuie la recherche et l'innovation.

Il n'y a aucun doute que l'avenir économique à long terme du Canada dépend des idées, de l'innovation et de l'ingéniosité, et ceci est plus vrai que jamais. C'est pourquoi, dans les trois derniers budgets, notre gouvernement a affecté de nouveaux crédits de plus de 2,2 milliards de dollars aux sciences et à la technologie. Cela explique aussi pourquoi je suis si fier que, dans le Plan d'action, le gouvernement ait réservé un montant additionnel de 1,5 milliard de dollars aux initiatives scientifiques et technologiques.

Une bonne partie de ces fonds serviront à voir aux besoins matériels de nos installations de recherche, par exemple à effectuer des réparations urgentes et à acquérir de l'équipement.

Par ailleurs, nous avons pris l'engagement d'aider les entreprises à embaucher plus de 1 000 nouveaux diplômés de niveau postsecondaire dans les domaines des affaires et des sciences. Notre gouvernement élargit le Programme de bourses d'études supérieures du Canada et offre 600 autres stages pour diplômés par l'entremise du Programme de stages en recherche-développement industrielle.

Ce sont là des investissements stratégiques destinés aux scientifiques et aux innovateurs de demain, ainsi qu'aux établissements de recherche qui leur permettront d'exceller.

Sur de nombreux fronts et de bien des façons, le gouvernement relève le défi de cette période éprouvante avec son plan d'action économique.

Il aide les Canadiens qui cherchent du travail, tout en favorisant la croissance de nos entreprises. Il renforce nos collectivités et met plus d'argent dans le compte en banque des familles

canadiennes. Il investit dans des projets de construction concrets, crée des liquidités et aide à rétablir la confiance.

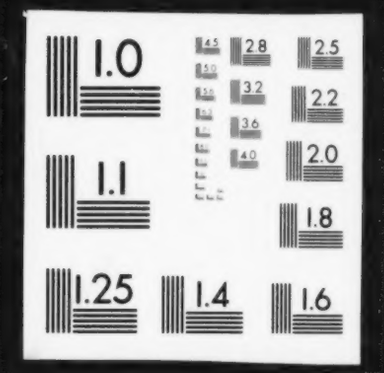
Et il fait tout cela en se souciant tout particulièrement de ceux qui sont le plus dans le besoin et qui sont les plus durement touchés, et ce, dans l'esprit des valeurs canadiennes.

C'est à la même date en 1965, soit le 30 janvier, que le Parlement a promulgué une loi par laquelle le pays adoptait son nouveau drapeau national à la feuille d'érable. Ce fut le geste fier d'un pays sûr de lui, un pays qu'animait encore un esprit jeune et qui nourrissait de grandes ambitions.

Aujourd'hui, cet esprit de jeunesse demeure, mais nous devons continuer à faire preuve d'ambition et de confiance, surtout en cette heure où nous faisons face à l'incertitude. Notre foi en notre pays et en sa population n'a pas diminué. Nous ferons face à la situation et nous en sortirons plus forts que jamais, prêts à profiter des occasions qui se présenteront à nous.

Je me réjouis de collaborer avec vous tous à l'édification de cet avenir. Je vous remercie.

Date de modification : 2009-05-08



Document Title : Ministre de l'Industrie : Discours

Microfiche no : 2009-04764

Micromedia ProQuest Microfiche Collection

Copyright

Copyright for the contents of this microfiche is held by the publisher of the original document. Please contact the original publisher for guidance in all copyright matters. Copyright in this microfiche edition is held by Micromedia ProQuest.

La collection sur microfiches de Micromédia ProQuest

Le droit d'auteur

L'éditeur du document original est le titulaire du droit d'auteur du contenu de cette microfiche. Veuillez contacter celui-ci pour obtenir des informations touchant au droit d'auteur. Micromédia ProQuest n'est que le titulaire du droit d'auteur de cette edition sur microfiche.

Quality of the Microfiche Reproduction

Micromedia ProQuest maintains the highest standards for micrographic reproduction. Attempts are made to obtain the best quality print version to microfilm. However, there are some printing styles, colours and graphic layout styles (including maps, graphs and tables) which do not reproduce well. Because of the value of the original document, Micromedia ProQuest has filmed it recognizing that it may not be as easy to read as the original document.

La qualité de reproduction sur microfiche

Micromédia ProQuest observe les normes de reproduction micrographique les plus élevées. Afin d'obtenir une reproduction sur microfiche de meilleure qualité possible, Micromédia ProQuest s'efforce de trouver une version imprimée convenable. Cependant, certains types d'imprimerie, de couleurs et de mise en page (y compris cartes, graphiques et tableaux) se reproduisent mal. En raison de la valeur du document original, Micromédia ProQuest l'a reproduit tout en comprenant qu'il ne serait peut-être pas aussi lisible que le document original.

Micromedia ProQuest
Start here.

789 East Eisenhower Parkway
PO Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
toll free: 1-800-521-0600
fax: (734) 997-4247
web: www.micromedia.ca

Industrie Canada Industry Canada

Canada

Notes d'allocution

L'honorable Tony Clement, C.P., député
Ministre de l'industrie

Lancement du Programme d'infrastructure du savoir

Halifax (Nouvelle-Écosse)
Le 9 mars 2009

La version prononcée fait foi

Mesdames et Messieurs, bonsoir.

Je vous remercie, Margo, de votre aimable présentation. Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui.

Nul besoin de vous dire que nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant historique. Depuis l'automne dernier, la situation économique mondiale s'est détériorée plus vite que prévu.

Par définition, une crise est une période de profonds bouleversements, un tournant décisif qui nous amène à analyser nos choix passés. Les défis économiques auxquels nous devons faire face quotidiennement sont préoccupants, mais il ne faut pas perdre de vue que des possibilités s'offrent également à nous. Aujourd'hui, nous sommes mieux en mesure de guider le Canada vers une économie axée sur le savoir.

Le Canada possède de nombreuses ressources naturelles, mais notre plus grande ressource, ce sont nos gens. Nous sommes une nation formée de femmes et d'hommes créatifs, travaillants, inventifs et productifs. Le soutien gouvernemental peut faire partie de la solution, mais ce sont nos gens qui mèneront notre économie vers une prospérité future.

Dans le contexte mondial, le Canada continue de se tirer d'affaire mieux que de nombreux autres pays. Notre gouvernement a réduit les impôts et la dette nationale et a investi dans l'infrastructure. Le plan d'action économique publié récemment se fonde sur ces forces et trace le chemin à suivre pour assurer le succès économique futur du Canada.

Dans le cadre du processus prébudgétaire, nous avons consulté des milliers de Canadiens, partout au pays, et avons constaté qu'il existe un consensus remarquable. De Corner Brook à Kamloops, d'Iqaluit à Winnipeg, les Canadiens s'entendent sur une chose : nous devons faire tout en notre pouvoir pour stimuler l'économie, créer des débouchés pour les Canadiens et préparer l'avenir.

Des organisations comme le Fonds monétaire international, le G-20 et le G-7 préconisent toutes des mesures coordonnées de relance économique dans tous les pays industrialisés.

Autant au Canada qu'aux États-Unis, on a déterminé que les investissements dans l'infrastructure sont cruciaux pour stimuler l'économie à court terme, en raison du récent ralentissement dans les domaines de l'immobilier, de la construction et des investissements commerciaux.

Les investissements dans l'infrastructure constituent la pierre angulaire de notre prospérité future. Les projets de construction créent de bons emplois dans les domaines de la construction, de l'ingénierie, des sciences et de la technologie et de la fabrication, mais ils créent également des débouchés dans d'autres industries.

Ainsi, dans le *Plan d'action économique du Canada*, notre gouvernement adopte des mesures immédiates pour améliorer l'infrastructure. En fait, nous lançons un des plus vastes programmes nationaux d'infrastructure jamais vus dans l'histoire de notre pays.

Nous sommes ici aujourd'hui en raison d'une partie de ce programme ambitieux.

Mesdames et Messieurs, je suis heureux de vous annoncer la création du Programme d'infrastructure du savoir du Canada, une mesure de relance économique d'une valeur de 2 milliards de dollars et d'une durée de deux ans, qui servira à appuyer l'amélioration des infrastructures dans des établissements postsecondaires au Canada.

Grâce à ce programme, les universités, les collèges, les écoles polytechniques publiques, les instituts de technologie et les cégeps pourront demander une aide financière au gouvernement fédéral pour des projets d'entretien, de réparation et d'agrandissement des infrastructures, projets qui avaient été remis à plus tard.

Cette initiative représente l'un des plus importants investissements effectués dans le cadre de la stratégie pluriannuelle des sciences et de la technologie du gouvernement du Canada, *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*. Elle fera en sorte de stimuler considérablement à court terme l'économie des collectivités dans l'ensemble du Canada et permettra à nos institutions d'attirer, de former et de retenir les travailleurs hautement qualifiés de demain. Cette initiative créera des emplois pour de nombreux Canadiens. Elle permettra aussi de faire en sorte que ceux qui sont à l'avant-garde de notre économie du savoir — c'est-à-dire nos étudiants, nos chercheurs, nos techniciens et nos professeurs — jouissent des conditions nécessaires pour assurer la réussite de leurs projets.

Nous avons écouté les propos des dirigeants d'établissements postsecondaires. Des organismes nationaux, comme l'Association des universités et collèges du Canada et l'Association des collèges communautaires du Canada, nous ont indiqué que leur principale priorité était de recevoir un financement fédéral pour remédier à l'état de détérioration de leurs infrastructures de recherche. Nous les avons écoutés et nous avons agi.

Les nouveaux investissements cibleront les projets qui sont prêts à démarrer. Ce nouveau financement sera offert au cours des deux prochaines années, alors que les besoins de stimulation économique se feront le plus sentir.

Afin de faire démarrer ces projets rapidement, nous avons demandé aux provinces et aux territoires d'établir la liste des projets prioritaires qui pourraient être mis en branle immédiatement. Nous agissons maintenant afin de réduire les formalités administratives et d'éviter les chevauchements inutiles.

Ces investissements créeront des emplois immédiatement, tout en assurant aux universités et aux collèges l'infrastructure dont ils auront besoin pendant des années.

Avec le *Plan d'action économique du Canada*, nous relevons les défis d'aujourd'hui.

En cette période de récession mondiale, nous créons des débouchés, tout en stimulant notre économie et en effectuant les investissements nécessaires pour assurer la prospérité à long terme du pays.

Mais surtout, notre plan répond aux besoins et aux attentes qu'ont exprimés les Canadiens.

Ce plan aide nos collectivités. Grâce à lui, les familles canadiennes disposeront de plus d'argent. Il aide aussi les Canadiens qui sont sans emploi. Il contribue à la création d'emplois au pays et aide les entreprises canadiennes.

Le *Plan d'action économique du Canada* est un véritable programme national, qui reflète un fort consensus des Canadiens d'aller de l'avant.

Nous créons une nouvelle économie axée sur le savoir, une économie au sein de laquelle le secteur manufacturier pourra bénéficier de nouveaux produits et d'innovations; une économie qui offrira à nos scientifiques et à nos entrepreneurs le soutien dont ils ont besoin pour commercialiser leurs idées; enfin, une économie dans laquelle les investisseurs trouveront plus de débouchés.

Grâce à nos mesures, des conditions propices seront mises en place afin que le Canada demeure le pays par excellence où il fait bon vivre, travailler et investir.

Je vous remercie.

Date de modification : 2009-05-08